



U.C.S.A.\_cgt

## Interrogations sur la plate-forme info

### Premier rendez-vous manqué

La première réunion de cadrage sur les métiers de la chaîne info qui s'est tenue le 8 février a beaucoup déçu les attentes. Pouvait-il en être autrement quand le projet s'éloigne à ce point des ambitions initiales ?

Alors qu'on avait annoncé une offre essentiellement numérique, innovante, visant prioritairement les publics ayant déserté la télévision, en mettant en avant le décryptage et la reconquête du sens, le projet se rabougrit de plus en plus à celui d'une très banale chaîne d'info en continu...

Une énième chaîne info qui va s'ajouter à BFM TV, I télé, LCI, France 24... Embouteillage garanti d'une offre linéaire dont on voit de moins en moins en quoi celle de France télévisions va se distinguer de celle de la concurrence.

Du côté des métiers, les responsables du projet ne semblent pas avoir d'autres références que celles qu'ils ont toujours connues, l'un à LCI, l'autre à France 24. France 24, modèle obsédant de l'un d'eux qui ne peut s'empêcher de commencer ses phrases en s'y référant. Il a même osé déclarer : « à France 24 j'ai appris le montage en 4 jours ! » (et combien de temps pour apprendre à débiter de telles sornettes ?).

Il est clair dans ces conditions que la nouvelle plate-forme d'information du service public va avoir du mal à prendre son envol tant qu'elle se limite à un projet low-cost.

Sur les modules, les responsables du projet avouent que les exemples très sophistiqués (AJ Plus et Vox news) présentés devant toutes les instances ne seront qu'exceptionnels (une vitrine). En revanche les nouveaux formats seraient des ITW type "3 questions à" ou des journalistes en plateau pour les chiffres du jour...

On est loin, bien loin des nouvelles écritures, des nouveaux supports, de la créativité, de l'interactivité, du décryptage et de la valeur ajoutée du service public. Loin des enjeux fixés par le rapport Schwartz, le traitement différencié de l'information visant à encourager la compréhension des faits et des opinions et la formation du jugement critique.

### Les PTA regarderont « passer les trains »

Dans cette architecture, les PTA, à commencer par les monteurs, n'auront guère d'autre perspective que de regarder « passer les trains », leur métier étant ravalé au rang de simple compétence complémentaire, et la réciprocité, un temps évoquée, totalement écartée.

Rien n'est dit sur la plate-forme numérique et les métiers nécessaires pour la faire. Rien sur la gestion des réseaux sociaux. La seule concession faite aux monteurs est qu'ils pourront faire des « fiches info », sorte de diapositives avec sous-titres.

La direction n'a qu'un seul credo, le montage "simple", nécessairement effectué par les journalistes, qui auront du coup beaucoup moins de temps pour exercer leur métier... Et on se demande de plus en plus où seront nichés les montages "élaborés"...

Pour la CGT les choses sont claires. Seul un projet d'entreprise innovant, créatif et pleinement numérique, doit permettre d'impliquer l'ensemble des personnels à travers de nouveaux produits et de nouvelles pratiques professionnelles (garanties par une formation adéquate).

Le débat est actuellement faussé par un pilotage tout acquis aux chaînes info classiques et qui passe son temps à psalmodier sur l'éditorial, grand mot fourre-tout, porté par l'unique tâcheron, le journaliste « Shiva » sur lequel on empilera une dizaine de compétences associées.

## **Exclusion des régions et des Outre-Mer**

L'autre épine vénéreuse du dossier c'est évidemment l'absurde exclusion des régions et des Outre-Mer. Quand la direction projette leur implication, c'est pour des journées fil rouge, donc du flux, où les journalistes régionaux feraient des directs (« si ça ne pénalise pas les éditions régionales ») ou transmettraient des images (« si ça ne pénalise pas la réalisation de leur reportage pour le journal régional »).

Bref, même système que dans la relation à IV3, en essayant de rentrer avec le chausse-pied, mais sans organisation, sans aucun moyen pour que les équipes régionales et ultramarines participent de manière structurelle à l'élaboration de la valeur ajoutée que seraient des nouveaux produits d'information numériques.

Au dernier CCE, Delphine Ernotte avait émis l'idée d'un séquençage pour associer les régions et les Outre-Mer. Engagement manifestement oublié. La contribution des régions et des Outre-Mer apparaît plus comme un réservoir de sujets ou un robinet à direct pour des journées événementielles. Rien sur les modules et la contribution au décryptage...

On voit mal comment, avec une telle organisation associée à une telle ambition, la chaîne contre-modèle de service public pourrait être autre chose qu'une pâle copie des modèles « low-cost ». Et si France Info fournit les titres et flashes toutes les 7 minutes, qu'il y a des journalistes pour faire des éditions en plateau... qu'est-ce qu'il restera comme place pour les modules de décryptage, les débats et les programmes d'approfondissement (magazines et documentaires) ?

Le syndrome de la chaîne « hard-news », comme antidote à BFM/I-Télé, semble s'approcher à grand pas... Et si le projet se réduit à fournir au candidat Hollande l'outil de communication dont il pense avoir besoin dans sa course à la présidentielle, il va de soi que la CGT ne l'approuvera pas.

Paris, le 16 février 2016